



Rapport financier
du 1^{er} semestre 2011



Sommaire

1. Rapport semestriel d'activité

1. Principales données financières issues des comptes consolidés de TOTAL	1
2. Résultats de TOTAL du premier semestre 2011	2
2.1. Résultats opérationnels	2
2.2. Résultats nets part du Groupe	2
2.3. Investissements - Désinvestissements	2
2.4. Flux de trésorerie	2
3. Analyse des résultats des secteurs	3
3.1. Amont	3
3.2. Aval	4
3.3. Chimie	5
4. Comptes de TOTAL S.A.	6
5. Synthèse et perspectives	6
6. Autres informations	7
6.1. Principales données opérationnelles des secteurs du premier semestre 2011	7
6.2. Éléments d'ajustement	8
6.3. Taux d'imposition	8
6.4. Investissements - Désinvestissements	9
6.5. Ratio dette nette sur capitaux propres	9
6.6. Rentabilité des capitaux employés moyens	10
7. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2011	11

2. Comptes consolidés au 30 juin 2011

1. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011	13
2. Compte de résultat consolidé	14
3. Résultat global consolidé	15
4. Compte de résultat consolidé	16
5. Résultat global consolidé	17
6. Bilan consolidé	18
7. Tableau de flux de trésorerie consolidé	19
8. Tableau de flux de trésorerie consolidé	20
9. Variation des capitaux propres consolidés	21
10. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2011	22
1) Principes comptables	22
2) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions	23
3) Éléments d'ajustement	24
4) Capitaux propres	26
5) Emprunts et dettes financières	27
6) Parties liées	27
7) Autres risques et engagements	27
8) Informations par secteur d'activité	31
9) Impact des éléments d'ajustement sur le compte de résultat consolidé	39
10) Évolutions en cours de la composition du Groupe	41
11) Événements postérieurs à la clôture	41

Rapport financier du 1^{er} semestre 2011

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le premier semestre de l'exercice 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant aux pages 1 à 11 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi que des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes consolidés condensés précités figure à la page 13 du présent Rapport financier semestriel.

Christophe de Margerie
Président-directeur général



Le présent rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 juillet 2011 conformément au III de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Abréviations

b :	baril
pc :	pied cube
/j :	par jour
/an :	par an
€ :	euro
\$ et/ou dollar :	dollar américain
t :	tonne métrique
bep :	baril équivalent pétrole
kbep/j :	kilo (millier) bep/j
kb/j :	kilo (millier) baril/j
Btu :	British thermal unit
M :	million
G :	milliard
ERMI :	<i>European Refining Margin Indicator</i> . Indicateur de marge de raffinage sur frais variables d'une raffinerie complexe théorique d'Europe du Nord située à Rotterdam. Cette raffinerie traite un cocktail de bruts représentatif de l'approvisionnement moyen de la zone pour fournir les grands produits cotés dans la même zone.
GNL :	gaz naturel liquéfié
IFRS :	International Financial Reporting Standards
ROE :	<i>Return on Equity</i> (rentabilité des capitaux propres)
ROACE :	<i>Return on Average Capital Employed</i> (rentabilité des capitaux mis en œuvre)

Table de conversion

1 bep = 1 baril équivalent pétrole = environ 5 490 pc de gaz*
1 b/j = environ 50 t/an
1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37°API)
1 Gm ³ /an = environ 0,1 Gpc/j
1 m ³ = environ 35,3 pc
1 t de GNL = environ 48 kpc de gaz
1 Mt/an de GNL = environ 131 Mpc/j

* Ce taux, calculé sur le contenu énergétique équivalent moyen des réserves de gaz naturel de TOTAL, est sujet à changement.

Définitions

Les termes « TOTAL » et « Groupe » utilisés dans le présent Document se réfèrent, de façon collective, à TOTAL S.A. et à l'ensemble de ses filiales consolidées directes et indirectes situées en France ou hors de France. Les termes « Société » et « émetteur » utilisés dans le présent document se réfèrent exclusivement à TOTAL S.A., société mère du Groupe.

© TOTAL S.A. juillet 2011

Rapport semestriel d'activité

1. Principales données financières issues des comptes consolidés de Total ⁽¹⁾

(données en millions d'euros sauf le résultat par action et le nombre d'actions)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Chiffre d'affaires	91 038	78 932	+15%
Résultat opérationnel ajusté des secteurs	12 265	9 967	+23%
Résultat opérationnel net ajusté des secteurs	6 264	5 243	+19%
– Amont	5 306	4 174	+27%
– Aval	473	638	-26%
– Chimie	485	431	+13%
Résultat net ajusté	5 898	5 257	+12%
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	2,62	2,34	+12%
Nombre moyen pondéré dilué d'actions (millions)	2 252,3	2 242,6	-
Résultat net part du Groupe	6 672	5 714	+17%
Investissements ^(a)	13 253	7 155	+85%
Désinvestissements	2 001	1 898	+5%
Investissements nets	11 252	5 257	x 2,1
Flux de trésorerie d'exploitation	10 778	10 202	+6%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	9 620	8 989	+7%

(données en millions de dollars ^(b) sauf le résultat par action et le nombre d'actions)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Chiffre d'affaires	127 745	104 727	+22%
Résultat opérationnel ajusté des secteurs	17 210	13 224	+30%
Résultat opérationnel net ajusté des secteurs	8 790	6 956	+26%
– Amont	7 445	5 538	+34%
– Aval	664	846	-22%
– Chimie	681	572	+19%
Résultat net ajusté	8 276	6 975	+19%
Résultat net ajusté dilué par action (dollars)	3,67	3,11	+18%
Nombre moyen pondéré dilué d'actions (millions)	2 252,3	2 242,6	-
Résultat net part du Groupe	9 362	7 581	+23%
Investissements ^(a)	18 597	9 493	x 2,0
Désinvestissements	2 808	2 518	+12%
Investissements nets	15 789	6 975	x 2,3
Flux de trésorerie d'exploitation	15 124	13 536	+12%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	13 499	11 927	+13%

(a) Y compris acquisitions.

(b) Chiffres en dollars obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base du taux de change moyen €-\$ de la période.

(1) Les résultats ajustés se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non-récurrents, hors effet des variations de juste valeur à compter du 1^{er} janvier 2011 et, jusqu'au 30 juin 2010, hors quote-part, pour Total, des éléments d'ajustement de Sanofi. Le flux de trésorerie d'exploitation ajusté se définit comme le flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement au coût de remplacement. Le détail des éléments d'ajustement figure en page 8.

2. Résultats de TOTAL du premier semestre 2011

2.1. Résultats opérationnels

Comparé au premier semestre 2010, le prix moyen du Brent a progressé de 44% à 111,1 \$/b. L'indicateur ERMI des marges de raffinage en Europe s'établit à 20,4 \$/t contre 30,4 \$/t au premier semestre 2010. L'environnement de la pétrochimie et de la chimie de spécialités est resté globalement favorable.

La parité euro-dollar s'est établie à 1,40 \$/€ contre 1,33 \$/€ au premier semestre 2010. Exprimé en euros, le prix moyen du Brent s'est établi à 79,2 €/b, en hausse de 36% par rapport au deuxième semestre 2010.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel ajusté des secteurs d'activité ressort à 12 265 M€, soit une hausse de 23% par rapport au premier semestre 2010⁽¹⁾.

Le taux moyen d'imposition des secteurs est de 56,9% au premier semestre 2011 contre 55,4% au premier semestre 2010.

Le résultat opérationnel net ajusté des secteurs d'activité s'établit à 6 264 M€ contre 5 243 M€ au premier semestre 2010, en hausse de 19%. Exprimé en dollars, le résultat opérationnel net ajusté des secteurs est en hausse de 26%.

2.2. Résultats nets part du Groupe

Le résultat net ajusté est en hausse de 12% et s'élève à 5 898 M€ contre 5 257 M€ au premier semestre 2010. Exprimé en dollars, le résultat net ajusté est en hausse de 19%.

Le Groupe a cessé de consolider par mise en équivalence sa participation dans Sanofi depuis le 1^{er} juillet 2010. Au premier semestre 2011, le Groupe a reçu 115 M€ après impôts de dividendes de sa participation dans Sanofi. Au premier semestre 2010, l'impact de la comptabilisation de cette participation était de +290 M€ sur le résultat net ajusté du Groupe.

Le résultat net ajusté exclut l'effet de stock après impôt, les éléments non-récurrents et, à compter du 1^{er} janvier 2011, les effets des variations de juste valeur⁽²⁾ :

- L'effet de stock après impôt ressort à +872 M€ au premier semestre 2011 contre +513 M€ au premier semestre 2010.
- Les effets des variations de juste valeur ont été de +22 M€ au premier semestre 2011.
- Les autres éléments non-récurrents du résultat net ont eu un impact de -120 M€ au premier semestre 2011, essentiellement constitués de l'impact négatif de la hausse de la fiscalité pétrolière au Royaume-Uni sur le passif d'impôt différé. Les éléments non-récurrents s'étaient élevés à +25 M€ au premier semestre 2010.
- Au premier semestre 2010, les éléments d'ajustement incluaient en outre la quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi qui avaient un impact sur le résultat net de -81 M€.

Le résultat net part du Groupe ressort à 6 672 M€ contre 5 714 M€ au premier semestre 2010.

Le Groupe n'a pas racheté d'actions propres au cours du premier semestre 2011. Au 30 juin 2011, le nombre dilué d'actions est de 2 258,3 millions contre 2 243,6 au 30 juin 2010.

Le résultat net ajusté dilué par action, calculé sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué d'actions de 2 252,3 millions, s'élève à 2,62 euros contre 2,34 euros au premier semestre 2010, soit une hausse de 12%.

Exprimé en dollars, le résultat net ajusté dilué par action est de 3,67 contre 3,11 au premier semestre 2010, soit une hausse de 18%.

2.3. Investissements - Désinvestissements⁽³⁾

Les investissements hors acquisitions, y compris variation des prêts non courants, se sont établis à 6,3 G€ (8,8 G\$) au premier semestre 2011 contre 5,5 G€ (7,3 G\$) au premier semestre 2010.

Les acquisitions ont représenté 6,5 G€ (9,2 G\$) au premier semestre 2011, essentiellement constituées de l'acquisition de participations dans les projets Fort Hills et Voyageur au Canada, de 7,5% supplémentaires dans le projet GLNG en Australie, de 12% de Novatek et de 60% de SunPower.

Les cessions du premier semestre 2011 se sont élevées à 1,5 G€ (2,2 G\$), essentiellement constituées de ventes d'actions Sanofi, de la cession de la participation du Groupe dans la filiale d'exploration-production au Cameroun et d'un intérêt dans le projet Joslyn au Canada.

Les investissements nets ressortent à 11,3 G€ (15,8 G\$) au premier semestre 2011, contre 5,3 G€ (7,0 G\$) au premier semestre 2010.

2.4. Flux de trésorerie

Le flux de trésorerie d'exploitation s'élève à 10 778 M€, en hausse de 6% par rapport à celui du premier semestre 2010.

Le flux de trésorerie d'exploitation ajusté⁽⁴⁾ s'établit à 9 620 M€, en hausse de 7%. Exprimé en dollars, le flux de trésorerie d'exploitation ajusté est de 13,5 G\$, en hausse de 13%.

Le *cash flow* net⁽⁵⁾ du Groupe ressort à -474 M€ contre 4 945 M€ au premier semestre 2010. Exprimé en dollars, le *cash flow* net du Groupe est de -0,7 G\$ au premier semestre 2011.

Le ratio de dette nette sur fonds propres s'établit à 24,3% au 30 juin 2011 contre 22,7% au 30 juin 2010⁽⁶⁾, en ligne avec les objectifs du Groupe.

(1) Les éléments non-récurrents du résultat opérationnel des secteurs d'activités ont eu un impact de -63 M€ au 1^{er} semestre 2011. Ils avaient eu un impact de -74 M€ au 1^{er} semestre 2010.
(2) Ces éléments d'ajustement sont explicités page 8.
(3) Le détail des investissements figure page 9.
(4) Flux de trésorerie d'exploitation au coût de remplacement, avant variation du besoin en fonds de roulement.
(5) *Cash flow* net = flux de trésorerie d'exploitation + désinvestissements - investissements bruts.
(6) Le détail du calcul est disponible en page 9.

3. Analyse des résultats des secteurs

3.1. Amont

3.1.1. Environnement - Prix de vente liquides et gaz ^(a)

	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Brent (\$/b)	111,1	77,3	+44%
Prix moyen de vente liquides (\$/b)	104,6	74,5	+40%
Prix moyen de vente gaz (\$/Mbtu)	6,39	4,94	+29%
Prix moyen de vente des hydrocarbures (\$/bep)	74,1	55,2	+34%

(a) Filiales consolidées, hors marges fixes et *buy-backs*.

3.1.2. Production

Productions d'hydrocarbures	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Productions combinées (kbep/j)	2 341	2 393	-2%
Liquides (kb/j)	1 245	1 350	-8%
Gaz (Mpc/j)	5 979	5 689	+5%

Au premier semestre 2011, la production d'hydrocarbures a été de 2 341 kbep/j, en baisse de 2% par rapport à celle du premier semestre 2010, essentiellement en raison des éléments suivants :

- 1,5% lié au déclin naturel des productions net de la croissance des nouveaux projets ;
- +2% liés aux variations de périmètre, intégrant les productions correspondant à la participation détenue dans Novatek et aux différentes cessions ;
- -2% liés à l'effet prix ⁽¹⁾ ;
- -2% liés aux conditions de sécurité principalement en Libye ;
- +1,5% lié à la fin des réductions OPEP.

3.1.3. Résultats

(en millions d'euros)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	11 211	8 768	+28%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	5 306	4 174	+27%
<i>dont quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence</i>	740	606	+22%
Investissements	12 100	5 866	x 2,1
Désinvestissements	1 256	261	x 4,8
Flux de trésorerie d'exploitation	10 248	8 834	+16%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	8 281	7 019	+18%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Le résultat opérationnel net ajusté de l'Amont au premier semestre 2011 s'élève à 5 306 M€ contre 4 174 M€ au premier semestre 2010, soit une hausse de 27%.

Exprimé en dollars, le résultat opérationnel net ajusté de l'Amont est de 7,4 G\$, soit une hausse de 34% par rapport au premier semestre 2010, essentiellement en raison de la hausse du prix de vente des hydrocarbures.

La rentabilité des capitaux employés moyens (ROACE ⁽²⁾) de l'Amont calculée sur la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 est de 21%. Elle était de 21% pour l'année 2010.

(1) Impact des prix des hydrocarbures sur les droits à production.

(2) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

3.2. Aval

3.2.1. Volumes raffinés et taux d'utilisation ^(a)

	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Total volumes raffinés (kb/j)	1 934	2 067	-6%
– France	719	732	-2%
– Reste de l'Europe	962	1 080	-11%
– Reste du monde	253	255	-1%
Taux d'utilisation ^(b)			
– Sur bruts traités	77%	75%	-
– Sur bruts et autres charges	82%	80%	-

(a) Y compris quote-part dans CEPESA et, à partir du 1^{er} octobre 2010, dans TotalErg.

(b) Sur la base de la capacité de distillation en début d'année.

Au premier semestre 2011, les volumes raffinés sont en baisse de 6% par rapport au premier semestre 2010, reflétant essentiellement les travaux intervenus à la raffinerie de Lindsey et à Port Arthur, ainsi que les arrêts planifiés du second trimestre.

3.2.2. Résultats

(en millions d'euros sauf l'indicateur de marge ERMI)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Indicateur de marges de raffinage européennes ERMI (\$/t)	20,4	30,4	-33%
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	514	740	-31%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	473	638	-26%
<i>dont quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence</i>	47	58	-19%
Investissements	726	1 018	-29%
Désinvestissements	51	38	+34%
Flux de trésorerie d'exploitation	1 165	1 496	-22%
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	758	1 097	-31%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Le résultat opérationnel net ajusté du secteur Aval au premier semestre 2011 s'élève à 473 M€, en baisse de 26% par rapport au premier semestre 2010. Exprimé en dollars, le résultat opérationnel net ajusté du secteur Aval s'établit à 664 M\$, en baisse de 22% par rapport au premier semestre 2010. Cette baisse reflète essentiellement des conditions de marché défavorables dans le Raffinage et une moindre disponibilité des raffineries en Europe au cours du deuxième trimestre liée aux arrêts de maintenance.

Le ROACE ⁽¹⁾ de l'Aval calculé sur la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 est de 6%. Il était de 8% pour l'année 2010.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

3.3. Chimie

(en millions d'euros)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Chiffre d'affaires hors Groupe	10 396	8 812	+18%
<i>dont Chimie de base</i>	6 719	5 326	+26%
<i>dont Spécialités</i>	3 677	3 475	+6%
Résultat opérationnel ajusté ^(a)	540	459	+18%
Résultat opérationnel net ajusté ^(a)	485	431	+13%
<i>dont Chimie de base</i>	251	193	+30%
<i>dont Spécialités</i>	239	241	-1%
Investissements	380	238	+60%
Désinvestissements	26	334	-92%
Flux de trésorerie d'exploitation	(6)	387	n/a
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	625	646	-3%

(a) Le détail des éléments d'ajustement figure dans les informations par secteur d'activité des états financiers.

Au premier semestre 2011, le résultat opérationnel net ajusté de la Chimie s'élève à 485 M€ contre 431 M€ au premier semestre 2010. Cette hausse reflète essentiellement la progression de la chimie de base dans un environnement globalement porteur avec en particulier une contribution en hausse des activités au Qatar.

Le ROACE⁽¹⁾ de la Chimie calculé sur la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 est de 12%, stable par rapport à celui de l'année 2010.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

4. Comptes de TOTAL S.A.

Le résultat net de TOTAL S.A., société mère, s'établit à 3 157 M€ au premier semestre 2011, contre 2 941 M€ au premier semestre 2010.

5. Synthèse et perspectives

Le ROACE⁽¹⁾ du Groupe calculé sur les douze derniers mois est de 16%. Il était de 16% pour l'année 2010.

La rentabilité des fonds propres calculée sur les douze derniers mois s'établit à 19%.

Fin octobre 2010, Total a annoncé la modification de la périodicité des paiements d'acompte sur dividende avec l'adoption d'une politique de paiement trimestriel de dividende à compter de l'exercice 2011.

Concernant l'acompte relatif au deuxième trimestre 2011, le Conseil d'administration du 28 juillet 2011 a décidé de payer le 22 décembre 2011⁽²⁾ un acompte de 0,57 € par action.

TOTAL a par ailleurs décidé de ne pas demander le renouvellement de son agrément au régime du Bénéfice Mondial Consolidé dont il relevait en France. À compter de l'exercice 2011, le Groupe relèvera donc du régime fiscal français de droit commun.

Depuis le début du troisième trimestre 2011, le prix du Brent se situe autour de 110 \$/b et l'environnement du raffinage européen demeure difficile.

(1) Calculé sur la base du résultat opérationnel net ajusté et des capitaux employés moyens au coût de remplacement, le détail du calcul est disponible en page 10.

(2) Le détachement de cet acompte trimestriel aura lieu le 19 décembre 2011.

6. Autres informations

6.1. Principales données opérationnelles des secteurs du premier semestre 2011

6.1.1. Amont

Production combinée liquides/gaz par zone géographique (kbep/j)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Europe	528	612	-14%
Afrique	659	749	-12%
Moyen-Orient	576	515	+12%
Amérique du Nord	67	65	+3%
Amérique du Sud	188	178	+6%
Asie Pacifique	241	250	-4%
CEI	82	24	x 3,4
Production totale	2 341	2 393	-2%
Dont filiales mises en équivalence et non consolidées	552	425	+30%

Production de liquides par zone géographique (kb/j)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Europe	251	280	-10%
Afrique	517	616	-16%
Moyen-Orient	323	305	+6%
Amérique du Nord	29	31	-6%
Amérique du Sud	78	74	+5%
Asie Pacifique	28	31	-10%
CEI	19	13	+46%
Production totale	1 245	1 350	-8%
Dont filiales mises en équivalence et non consolidées	328	291	+13%

Production de gaz par zone géographique (Mpc/j)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Europe	1 512	1 814	-17%
Afrique	726	675	+8%
Moyen-Orient	1 372	1 143	+20%
Amérique du Nord	215	190	+13%
Amérique du Sud	611	574	+6%
Asie Pacifique	1 206	1 234	-2%
CEI	337	59	x 5,7
Production totale	5 979	5 689	+5%
Dont filiales mises en équivalence et non consolidées	1 214	723	+68%

Gaz Naturel Liquéfié	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Ventes de GNL ^(a) (Mt)	6,73	5,85	+15%

(a) Ventes part Groupe, hors trading ; données des périodes 2010 retraitées pour corriger les estimations des volumes de Bontang en Indonésie avec le coefficient SEC 2010.

6.1.2. Aval

Ventes de produits raffinés par zone géographique (kb/j) ^(a)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Europe	1 910	1 915	-
Afrique	302	294	+3%
Amériques	103	131	-21%
Reste du monde	169	154	+10%
Total des ventes consolidées	2 484	2 494	-
Négoce international	1 264	1 258	-
Total des ventes de produits raffinés	3 748	3 752	-

(a) Y compris : trading, quote-part dans CEPESA et, à partir du 1^{er} octobre 2010, dans TotalErg.

6.2. Éléments d'ajustement

6.2.1. Éléments d'ajustement du résultat opérationnel des secteurs

(en millions d'euros)	1S11	1S10
Éléments non-récurrents du résultat opérationnel des secteurs	(63)	(74)
– Charges de restructuration	-	-
– Dépréciations exceptionnelles	-	(8)
– Autres éléments	(63)	(66)
Effet de stock : écart FIFO / coût de remplacement	1 269	700
Effet des variations de juste valeur	29	-
Total des éléments d'ajustement du résultat opérationnel des secteurs	1 235	626

6.2.2. Éléments d'ajustement du résultat net part du Groupe

(en millions d'euros)	1S11	1S10
Éléments non-récurrents du résultat net (part du Groupe)	(120)	25
– Plus-value de cession	216	192
– Charges de restructuration	-	(10)
– Dépréciations exceptionnelles	(47)	(65)
– Autres éléments	(289)	(92)
Effet de stock : écart FIFO / coût de remplacement	872	513
Effet des variations de juste valeur	22	-
Quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi ^(a)	-	(81)
Total des éléments d'ajustement du résultat net	774	457

(a) Sur la base d'une participation de TOTAL dans Sanofi de 5,7% au 30/06/2010. Le Groupe ne consolide plus sa participation dans Sanofi depuis le 1^{er} juillet 2010.

6.3. Taux d'imposition

Taux moyen d'impôt ^(a)	1S11	1S10
Amont	59,5%	59,1%
Groupe	57,5%	55,0%

(a) Impôt sur le résultat opérationnel net ajusté / (résultat opérationnel net ajusté – quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, dividendes reçus des participations et amortissement exceptionnel des écarts d'acquisitions + impôt sur le résultat opérationnel net ajusté).

6.4. Investissements - Désinvestissements

(en millions d'euros)	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Investissements hors acquisitions ^(a)	6 254	5 494	+14%
<i>dont exploration capitalisée</i>	459	420	+9%
<i>dont variation des prêts non courants ^(b)</i>	2	281	n/a
Acquisitions	6 537	1 522	x 4,3
Investissements yc acquisitions ^(a)	12 791	7 016	+82%
Cessions	1 539	1 723	-11%
Investissements nets	11 252	5 257	x 2,1

(en millions de dollars ^(c))	1S11	1S10	1S11 vs 1S10
Investissements hors acquisitions ^(a)	8 776	7 289	+20%
<i>dont exploration capitalisée</i>	644	557	+16%
<i>dont variations des prêts non courants ^(b)</i>	3	373	n/a
Acquisitions	9 173	2 019	x 4,5
Investissements yc acquisitions ^(a)	17 948	9 309	x 1,9
Cessions	2 160	2 286	-6%
Investissements nets	15 789	6 975	x 2,3

(a) Y compris variation des prêts non courants.

(b) Inclut les investissements nets dans les sociétés mises en équivalence et non consolidées + flux net des prêts aux salariés.

(c) Chiffres en dollars obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base du taux de change moyen €-\$ de la période.

6.5. Ratio dette nette sur capitaux propres

(en millions d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Dettes financières courantes	12 289	8 521
Actifs financiers courants nets	(2 737)	(1 225)
Dettes financières non courantes	20 410	22 813
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	(1 756)	(1 812)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(13 387)	(14 832)
Dette nette	14 819	13 465
Capitaux propres - part du Groupe	61 371	60 955
Répartition du résultat sur la base des actions existantes à la clôture	(1 248)	(2 547)
Intérêts minoritaires	934	858
Capitaux propres retraités	61 057	59 266
Ratio dette nette sur capitaux propres	24,3%	22,7%

6.6. Rentabilité des capitaux employés moyens

6.6.1. Période du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011

(en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Secteurs	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	9 729	1 003	911	11 643	11 450
Capitaux mis en œuvre au 30/06/2010 ^(a)	43 908	16 010	7 286	67 204	72 042
Capitaux mis en œuvre au 30/06/2011 ^(a)	46 671	14 921	7 938	69 530	72 843
ROACE	21,5%	6,5%	12,0%	17,0%	15,8%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

6.6.2. Période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011

(en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Secteurs	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	9 475	1 289	938	11 702	11 599
Capitaux mis en œuvre au 31/03/2010 ^(a)	39 925	15 634	7 412	62 971	67 099
Capitaux mis en œuvre au 31/03/2011 ^(a)	44 528	14 527	7 681	66 736	70 579
ROACE	22,4%	8,5%	12,4%	18,0%	16,8%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

6.6.3. Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010

(en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Secteurs	Groupe
Résultat opérationnel net ajusté	8 597	1 168	857	10 622	10 748
Capitaux mis en œuvre au 31/12/2009 ^(a)	37 397	15 299	6 898	59 594	64 451
Capitaux mis en œuvre au 31/12/2010 ^(a)	43 972	15 561	7 312	66 845	70 866
ROACE	21,1%	7,6%	12,1%	16,8%	15,9%

(a) Au coût de remplacement (retraités de l'effet de stock après impôts).

7. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2011

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Document de référence de TOTAL afférent à l'exercice 2010 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 mars 2011 sous le numéro D.11-0184.

Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant les six mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

Par ailleurs, une description de certains risques en cours figure en annexe aux comptes consolidés du premier semestre 2011, à la page 27 du présent Rapport financier semestriel.

Avertissement

Ce document peut contenir des objectifs concernant la situation financière, les résultats d'opérations, les activités et la stratégie industrielle de TOTAL. Ces objectifs sont fondés sur des hypothèses qui peuvent s'avérer inexacts et sont dépendants de facteurs de risques tels que la variation des taux de change, le prix des produits pétroliers, la capacité d'effectuer des réductions de coûts sans perturbation inopportune des opérations, les considérations de réglementations écologiques et les conditions économiques et financières générales. TOTAL n'assume aucune responsabilité concernant la mise à jour des objectifs due à des informations nouvelles ou à des événements futurs ou autres. Des informations supplémentaires sur des facteurs qui pourraient avoir un effet sur les résultats financiers de TOTAL sont contenues dans les documents déposés par le Groupe et ses filiales auprès de l'Autorité des marchés financiers et de la *United States Securities and Exchange Commission*.

L'information par secteur d'activité est présentée en conformité avec le système de *reporting* interne du Groupe utilisé par la Direction Générale pour mesurer la performance financière et allouer les ressources. En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines opérations qualifiées d'« éléments non-récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non-récurrents concernent des opérations qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des opérations telles que les coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non-récurrents, bien que des opérations similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

Les résultats ajustés des secteurs Aval et Chimie sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

Dans ce cadre, les indicateurs de performance tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non-récurrents et hors quote-part, pour TOTAL, des éléments d'ajustement de Sanofi. Ils sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les chiffres présentés en dollars sont obtenus à partir des chiffres en euros convertis sur la base des taux de change moyen € - \$ des périodes concernées et ne résultent pas d'une comptabilité tenue en dollars.

Comptes consolidés au 30 juin 2011

1. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Total S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre président-directeur général et examinés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 28 juillet 2011

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Jay Nirsimloo

ERNST & YOUNG Audit
Pascal Macioce
Laurent Vitse

2. Compte de résultat consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros) ^(a)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Chiffre d'affaires	91 038	78 932
Droits d'accises	(8 971)	(9 444)
Produits des ventes	82 067	69 488
Achats, nets de variation de stocks	(55 641)	(45 630)
Autres charges d'exploitation	(9 506)	(9 545)
Charges d'exploration	(438)	(507)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(3 217)	(3 456)
Autres produits	331	274
Autres charges	(197)	(326)
Coût de l'endettement financier brut	(295)	(213)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	102	48
Coût de l'endettement financier net	(193)	(165)
Autres produits financiers	410	213
Autres charges financières	(212)	(190)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	950	1 037
Charge d'impôt	(7 504)	(5 347)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 850	5 846
Part du Groupe	6 672	5 714
Intérêts minoritaires	178	132
Résultat net par action (euros)	2,98	2,56
Résultat net dilué par action (euros)	2,96	2,55

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

3. Résultat global consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 850	5 846
Autres éléments du résultat global		
Écart de conversion de consolidation	(2 644)	4 996
Actifs disponibles à la vente	430	(52)
Couverture de flux futurs	(35)	(51)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(103)	475
Autres éléments	(2)	3
Effet d'impôt	(29)	18
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(2 383)	5 389
Résultat global	4 467	11 235
<i>Part du Groupe</i>	4 356	11 044
<i>Intérêts minoritaires</i>	111	191

4. Compte de résultat consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros) ^(a)	2 ^e trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2011	2 ^e trimestre 2010
Chiffre d'affaires	45 009	46 029	41 329
Droits d'accises	(4 544)	(4 427)	(5 002)
Produits des ventes	40 465	41 602	36 327
Achats, nets de variation de stocks	(28 386)	(27 255)	(23 929)
Autres charges d'exploitation	(4 804)	(4 702)	(4 833)
Charges d'exploration	(179)	(259)	(292)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 531)	(1 686)	(1 757)
Autres produits	246	85	114
Autres charges	(138)	(59)	(114)
Coût de l'endettement financier brut	(159)	(136)	(113)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	55	47	24
Coût de l'endettement financier net	(104)	(89)	(89)
Autres produits financiers	335	75	142
Autres charges financières	(104)	(108)	(95)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	444	506	513
Charge d'impôt	(3 432)	(4 072)	(2 819)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 812	4 038	3 168
Part du Groupe	2 726	3 946	3 101
Intérêts minoritaires	86	92	67
Résultat net par action (euros)	1,21	1,76	1,39
Résultat net dilué par action (euros)	1,21	1,75	1,38

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

5. Résultat global consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	2 ^e trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2011	2 ^e trimestre 2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 812	4 038	3 168
Autres éléments du résultat global			
Écart de conversion de consolidation	(666)	(1 978)	3 149
Actifs disponibles à la vente	315	115	(49)
Couverture de flux futurs	(11)	(24)	(75)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(16)	(87)	242
Autres éléments	(4)	2	2
Effet d'impôt	(35)	6	26
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(417)	(1 966)	3 295
Résultat global	2 395	2 072	6 463
<i>Part du Groupe</i>	2 326	2 030	6 368
<i>Intérêts minoritaires</i>	69	42	95

6. Bilan consolidé

TOTAL

ACTIF	30/06/2011	31/03/2011	31/12/2010	30/06/2010
(en millions d'euros)	(non audité)	(non audité)		(non audité)
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	8 961	9 211	8 917	8 767
Immobilisations corporelles	55 323	54 955	54 964	57 825
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	11 054	8 143	11 516	15 363
Autres titres	5 287	4 458	4 590	1 220
Instruments de couverture des dettes financières non courantes	1 756	1 352	1 870	1 812
Autres actifs non courants	3 727	3 466	3 655	3 437
Total actifs non courants	86 108	81 585	85 512	88 424
Actifs courants				
Stocks	15 950	15 516	15 600	15 130
Clients et comptes rattachés	18 267	19 758	18 159	18 193
Autres créances	8 474	8 766	7 483	8 289
Actifs financiers courants	3 122	2 026	1 205	1 603
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 387	17 327	14 489	14 832
Total actifs courants	59 200	63 393	56 936	58 047
Actifs destinés à être cédés ou échangés	5 211	4 914	1 270	-
Total actif	150 519	149 892	143 718	146 471

PASSIF	30/06/2011	31/03/2011	31/12/2010	30/06/2010
(en millions d'euros)	(non audité)	(non audité)		(non audité)
Capitaux propres				
Capital	5 903	5 878	5 874	5 872
Primes et réserves consolidées	64 148	64 677	60 538	58 274
Écarts de conversion	(5 177)	(4 517)	(2 495)	381
Actions autodétenues	(3 503)	(3 503)	(3 503)	(3 572)
Total des capitaux propres - part du Groupe	61 371	62 535	60 414	60 955
Intérêts minoritaires	934	898	857	858
Total des capitaux propres	62 305	63 433	61 271	61 813
Passifs non courants				
Impôts différés	9 619	10 204	9 947	10 328
Engagements envers le personnel	2 111	2 103	2 171	2 181
Provisions et autres passifs non courants	8 419	8 584	9 098	9 418
Total passifs non courants	20 149	20 891	21 216	21 927
Dettes financières non courantes	20 410	20 215	20 783	22 813
Dettes courantes				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 395	18 383	18 450	17 557
Autres créditeurs et dettes diverses	16 191	14 812	11 989	13 462
Dettes financières courantes	12 289	11 674	9 653	8 521
Autres passifs financiers courants	385	317	159	378
Total dettes courantes	47 260	45 186	40 251	39 918
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés	395	167	197	-
Total passif et capitaux propres	150 519	149 892	143 718	146 471

7. Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 850	5 846
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	3 529	3 867
Provisions et impôts différés	848	294
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(235)	(172)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(123)	(183)
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	(111)	513
Autres, nets	20	37
Flux de trésorerie d'exploitation	10 778	10 202
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		
Investissements corporels et incorporels	(8 589)	(6 422)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(979)	-
Coût d'acquisition de titres	(3 221)	(313)
Augmentation des prêts non courants	(464)	(420)
Investissements	(13 253)	(7 155)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	626	123
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	171	321
Produits de cession d'autres titres	742	1 279
Remboursement de prêts non courants	462	175
Désinvestissements	2 001	1 898
Flux de trésorerie d'investissement	(11 252)	(5 257)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		
Variation de capital :		
- actionnaires de la société mère	404	11
- actions propres	-	49
- actionnaires minoritaires	-	-
Dividendes payés :		
- aux actionnaires de la société mère	(2 572)	(2 548)
- aux actionnaires minoritaires	(62)	(82)
Autres opérations avec les minoritaires	59	(450)
Émission nette d'emprunts non courants	2 906	2 042
Variation des dettes financières courantes	288	376
Variation des actifs et passifs financiers courants	(1 634)	(950)
Flux de trésorerie de financement	(611)	(1 552)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	(1 085)	3 393
Incidence des variations de change	(17)	(223)
Trésorerie en début de période	14 489	11 662
Trésorerie à fin de période	13 387	14 832

8. Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	2 ^e trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2011	2 ^e trimestre 2010
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 812	4 038	3 168
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	1 641	1 888	1 996
Provisions et impôts différés	283	565	239
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	-	-
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(229)	(6)	(24)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	59	(182)	79
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement	476	(587)	(522)
Autres, nets	22	(2)	6
Flux de trésorerie d'exploitation	5 064	5 714	4 942
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT			
Investissements corporels et incorporels	(3 215)	(5 374)	(2 958)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(979)	-	-
Coût d'acquisition de titres	(3 071)	(150)	(244)
Augmentation des prêts non courants	(305)	(159)	(244)
Investissements	(7 570)	(5 683)	(3 446)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	620	6	89
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	171	-	321
Produits de cession d'autres titres	452	290	348
Remboursement de prêts non courants	95	367	92
Désinvestissements	1 338	663	850
Flux de trésorerie d'investissement	(6 232)	(5 020)	(2 596)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT			
Variation de capital :			
- actionnaires de la société mère	354	50	6
- actions propres	-	-	31
- actionnaires minoritaires	-	-	-
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de la société mère	(2 572)	-	(2 548)
- aux actionnaires minoritaires	(61)	(1)	(82)
Autres opérations avec les minoritaires	59	-	(450)
Émission nette d'emprunts non courants	678	2 228	1 979
Variation des dettes financières courantes	(200)	488	977
Variation des actifs et passifs financiers courants	(1 123)	(511)	(453)
Flux de trésorerie de financement	(2 865)	2 254	(540)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie	(4 033)	2 948	1 806
Incidence des variations de change	93	(110)	72
Trésorerie en début de période	17 327	14 489	12 954
Trésorerie à fin de période	13 387	17 327	14 832

9. Variation des capitaux propres consolidés

TOTAL

(non audité) (en millions d'euros)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues		Capitaux propres-part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant			
Au 1^{er} janvier 2010	2 348 422 884	5 871	55 372	(5 069)	(115 407 190)	(3 622)	52 552	987	53 539
Résultat net du premier semestre	-	-	5 714	-	-	-	5 714	132	5 846
Autres éléments du résultat global	-	-	(130)	5 460	-	-	5 330	59	5 389
Résultat Global	-	-	5 584	5 460	-	-	11 044	191	11 235
Dividendes	-	-	(2 548)	-	-	-	(2 548)	(82)	(2 630)
Émissions d'actions	306 577	1	10	-	-	-	11	-	11
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(1)	-	1 258 812	50	49	-	49
Paiements en actions	-	-	59	-	-	-	59	-	59
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	(202)	(10)	-	-	(212)	(238)	(450)
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2010	2 348 729 461	5 872	58 274	381	(114 148 378)	(3 572)	60 955	858	61 813
Résultat net du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2010	-	-	4 857	-	-	-	4 857	104	4 961
Autres éléments du résultat global	-	-	(86)	(2 879)	-	-	(2 965)	(50)	(3 015)
Résultat Global	-	-	4 771	(2 879)	-	-	1 892	54	1 946
Dividendes	-	-	(2 550)	-	-	-	(2 550)	(70)	(2 620)
Émissions d'actions	911 470	2	28	-	-	-	30	-	30
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(69)	-	1 660 699	69	-	-	-
Paiements en actions	-	-	81	-	-	-	81	-	81
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	3	3	-	-	6	15	21
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	2 349 640 931	5 874	60 538	(2 495)	(112 487 679)	(3 503)	60 414	857	61 271
Résultat net du premier semestre	-	-	6 672	-	-	-	6 672	178	6 850
Autres éléments du résultat global	-	-	368	(2 684)	-	-	(2 316)	(67)	(2 383)
Résultat Global	-	-	7 040	(2 684)	-	-	4 356	111	4 467
Dividendes	-	-	(3 888)	-	-	-	(3 888)	(62)	(3 950)
Émissions d'actions	11 749 578	29	375	-	-	-	404	-	404
Rachats d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions d'actions ^(a)	-	-	-	-	3 804	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	83	-	-	-	83	-	83
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	2	-	-	2	57	59
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	(29)	(29)
Au 30 juin 2011	2 361 390 509	5 903	64 148	(5 177)	(112 483 875)	(3 503)	61 371	934	62 305

(a) Actions propres destinées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions et actions gratuites dont bénéficient les salariés du Groupe.

10. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2011

(non audité)

1) Principes comptables

A) Principes comptables applicables en 2011

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 de TOTAL S.A. et ses filiales (le Groupe) sont présentés en euros et ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 30 juin 2011 ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010, établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*). Les nouveaux textes ou amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011 décrits dans la note 1W de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010 ne présentent pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2011.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS implique que la Direction du Groupe effectue des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les valeurs pour lesquelles les actifs, passifs et passifs éventuels sont comptabilisés à la date de préparation des états financiers et les produits et charges comptabilisés sur la période. La Direction du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent. La mise en œuvre de ces estimations et hypothèses concerne principalement l'application de la méthode dite des *successful efforts* pour les activités pétrolières, la dépréciation des actifs immobilisés, les provisions pour restitution des sites et les provisions pour risques et charges liées à l'environnement, la valorisation des engagements de retraite et la détermination des impôts courants et différés. Ces estimations et hypothèses sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction Générale du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes

comptables permettant de fournir une information pertinente et fiable, de sorte que les états financiers :

- donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance et des flux de trésorerie du Groupe ;
- reflètent la substance des transactions ;
- sont neutres ;
- sont préparés de manière prudente ;
- sont complets sous tous leurs aspects significatifs.

Selon le principe de la comptabilité d'engagement appliqué par le Groupe, selon lequel les états financiers reflètent les effets des transactions et événements dans l'exercice où ils se produisent, les actifs et passifs sont généralement valorisés au coût amorti quand il s'agit d'éléments à caractère opérationnel tels que les actifs immobilisés incorporels et corporels, et à leur juste valeur quand il s'agit d'actifs et passifs financiers.

B) Principes comptables non encore applicables

En mai 2011, l'IASB a publié une série de normes sur la consolidation : la norme IFRS 10 « États financiers consolidés », la norme IFRS 11 « Partenariats », la norme IFRS 12 « Information sur les participations dans d'autres entités », la norme IAS 27 révisée « États financiers séparés » et la norme IAS 28 révisée « Entreprises associées et *joint-ventures* ». Ces normes sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2013.

En juin 2011, l'IASB a publié la norme IAS 19 révisée « Avantages au personnel » qui conduit notamment à la comptabilisation de la position nette au titre des engagements sociaux (engagement net des actifs) au bilan et à la suppression de la méthode du corridor actuellement utilisée par le Groupe. Cette norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2013.

Par ailleurs, l'IASB a publié en mai 2011 la norme IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur », applicable à compter du 1^{er} janvier 2013, et en juin 2011 la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », applicable à compter du 1^{er} juillet 2012.

L'impact de l'application de ces normes est en cours d'évaluation par le Groupe.

2) Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions

Amont

- TOTAL a finalisé en mars 2011 l'acquisition d'une participation supplémentaire de 7,5% dans le projet GLNG en Australie, auprès de Santos, ce qui porte la participation de TOTAL dans ce projet à 27,5%.

Le coût d'acquisition est de 200 millions d'euros (281 millions de dollars) et correspond principalement aux droits miniers reconnus à l'actif du bilan consolidé pour 203 millions d'euros dans la rubrique « Immobilisations incorporelles ».

- En mars 2011, Total E&P Canada Ltd., filiale de TOTAL, et la société Suncor Energy Inc. (Suncor) ont finalisé un partenariat stratégique autour des deux projets miniers de sables bitumineux de Fort Hills, opéré par Suncor, et Joslyn, opéré par TOTAL, ainsi que du projet d'*upgrader* Voyageur, opéré par Suncor. Ces trois projets sont situés en Athabasca dans la province canadienne de l'Alberta.

TOTAL a acquis de Suncor 19,2% d'intérêt dans le projet minier de Fort Hills, portant sa participation à 39,2% du projet Fort Hills tandis que Suncor, opérateur, détient 40,8%. TOTAL a également acquis 49% du projet d'*upgrader* Voyageur, opéré par Suncor. Au titre de ces deux acquisitions, le Groupe a versé 1 945 millions d'euros (2 666 millions de dollars canadiens) se décomposant principalement en droits miniers pour 445 millions d'euros et en immobilisations corporelles pour 1 473 millions d'euros.

Par ailleurs, TOTAL a cédé à Suncor 36,75% d'intérêt dans le projet minier de Joslyn pour 614 millions d'euros (842 millions de dollars canadiens) dont le règlement est intervenu en avril 2011. Le Groupe, opérateur, conserve ainsi un intérêt de 38,25% dans le projet.

- TOTAL a finalisé en avril 2011 la cession de sa participation dans sa filiale amont Total E&P Cameroun, société camerounaise dans laquelle le Groupe détenait 75,8% d'intérêt, à Perenco, pour un montant de 171 millions d'euros (244 millions de dollars), net de la trésorerie cédée.
- TOTAL et la société russe Novatek ont signé en mars 2011 deux accords de principe en vue du développement de la coopération entre TOTAL, d'une part, et la société Novatek et ses actionnaires principaux, d'autre part.

Cette coopération se développe au travers des deux transactions suivantes :

- TOTAL est devenu actionnaire de Novatek à hauteur de 12,09%. Cette transaction est effective depuis le 1^{er} avril 2011 et représente un investissement de 2 901 millions d'euros (4 108 millions de dollars). TOTAL considère qu'il exerce une influence notable au travers de sa représentation au Conseil d'administration de Novatek et de sa participation dans le projet Yamal LNG. La participation dans Novatek est donc mise en équivalence à compter du deuxième trimestre 2011.
 - TOTAL deviendra, avec une participation de 20%, le partenaire de référence du projet Yamal LNG lancé par Novatek, la société Novatek conservant 51% de ce projet. La signature des accords définitifs devrait intervenir au troisième trimestre 2011.
- À l'issue de l'offre publique d'achat amicale en numéraire à 23,25 dollars par action lancée le 28 avril 2011 et qui s'est

finalisée le 21 juin 2011, TOTAL a acquis 60% du capital de la société SunPower Corp., société de droit américain cotée au Nasdaq dont le siège est à San José en Californie, un des acteurs les mieux établis de l'industrie solaire américaine. Les actions de SunPower Corp. continuent d'être négociées sur le Nasdaq.

En date du règlement-livraison au 21 juin 2011, l'offre publique s'est traduite, sur la base des acceptations reçues, par le règlement en trésorerie de 1 394 millions de dollars (974 millions d'euros).

Dans le cadre de la transaction, différents accords ont été conclus, parmi lesquels un accord de garantie financière au travers duquel TOTAL garantit à hauteur de 1 milliard de dollars les obligations de remboursement de SunPower au titre des lettres de crédit qui seraient émises pendant les cinq prochaines années pour le développement des activités de centrales solaires et grandes toitures.

Par ailleurs et postérieurement à la clôture de l'offre, les autorités de la concurrence de la Commission européenne ont donné leur accord sur la transaction le 28 juin 2011 ; les autorités américaines de la concurrence avaient, quant à elles, donné leur accord sur la transaction fin mai 2011.

La composition du conseil d'administration de SunPower a été modifiée (le 1^{er} juillet 2011), avec la nomination de six membres représentants de TOTAL sur onze administrateurs.

La prise de contrôle exclusif n'étant survenue qu'après la clôture de l'offre publique à une date très proche de l'arrêté comptable du 30 juin 2011, le Groupe n'a pas pu mener à bien les diligences habituelles d'analyse des comptes des sociétés acquises en vue de leur intégration dans les états financiers consolidés au 30 juin 2011.

En conséquence, les titres acquis ont été comptabilisés de manière provisoire en actifs financiers dans la rubrique de bilan « Autres titres » pour un montant de 974 millions d'euros. L'affectation du prix d'acquisition, l'évaluation du *goodwill*, des actifs acquis et des passifs repris en date d'acquisition et des ajustements de juste valeur déterminés provisoirement seront présentés au second semestre 2011.

La valeur comptable des principaux agrégats tels qu'ils apparaissent dans les derniers états trimestriels établis en US GAAP (avant ajustements de juste valeur et retraitement des comptes aux normes de TOTAL) et publiés par SunPower Corp. (données non auditées) au 31 mars 2011 s'établit comme suit :

	En millions de dollars	En millions d'euros
Actifs non courants	1 661	1 169
Actifs courants	1 804	1 270
Total Actif	3 465	2 439
Capitaux propres	1 627	1 145
Passifs non courants	791	557
Passifs courants	1 047	737
Total Passif	3 465	2 439

3) Éléments d'ajustement

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du *reporting* interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL.

Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel net ajusté et le résultat net ajusté, sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) l'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Aval et Chimie sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par

la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) l'effet des variations de juste valeur

À compter du 1^{er} janvier 2011, l'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par la Direction Générale de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de *trading* soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de *trading* en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de *trading*, TOTAL conclut des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

(iv) jusqu'au 30 juin 2010, la quote-part des éléments qui permettent de passer du « Résultat net des activités » au résultat net consolidé part du Groupe de Sanofi

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel ajusté, résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents, hors effet des variations de juste valeur à compter du 1^{er} janvier 2011 et hors quote-part, pour TOTAL, des éléments d'ajustement de Sanofi jusqu'au 30 juin 2010.

Le détail des éléments d'ajustement est présenté dans le tableau ci-contre.

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

(en millions d'euros)		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
2^e trimestre 2011	Effet de stock	-	(72)	(15)	-	(87)
	Effet des variations de juste valeur	(55)	-	-	-	(55)
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	(63)	-	-	(63)
Total		(55)	(135)	(15)	-	(205)
2^e trimestre 2010	Effet de stock	-	255	(41)	-	214
	Effet des variations de juste valeur	-	-	-	-	-
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	(8)	-	(8)
	Autres éléments	-	-	(16)	-	(16)
Total		-	255	(65)	-	190
1^{er} semestre 2011	Effet de stock	-	1 154	115	-	1 269
	Effet des variations de juste valeur	29	-	-	-	29
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	(63)	-	-	(63)
Total		29	1 091	115	-	1 235
1^{er} semestre 2010	Effet de stock	-	635	65	-	700
	Effet des variations de juste valeur	-	-	-	-	-
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	(8)	-	(8)
	Autres éléments	-	(50)	(16)	-	(66)
Total		-	585	41	-	626

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

(en millions d'euros)		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
2^e trimestre 2011	Effet de stock	-	(57)	(17)	-	(74)
	Effet des variations de juste valeur	(41)	-	-	-	(41)
	Quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi	-	-	-	-	-
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	(47)	-	-	-	(47)
	Plus-values de cession	164	-	-	41	205
	Autres éléments	-	(45)	(66)	-	(111)
Total		76	(102)	(83)	41	(68)
2^e trimestre 2010	Effet de stock	-	194	(25)	-	169
	Effet des variations de juste valeur	-	-	-	-	-
	Quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi	-	-	-	(40)	(40)
	Charges de restructuration	-	-	(10)	-	(10)
	Dépréciations exceptionnelles	-	-	(6)	-	(6)
	Plus-values de cession	-	-	29	34	63
	Autres éléments	(27)	-	(9)	-	(36)
Total		(27)	194	(21)	(6)	140
1^{er} semestre 2011	Effet de stock	-	777	95	-	872
	Effet des variations de juste valeur	22	-	-	-	22
	Quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi	-	-	-	-	-
	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Dépréciations exceptionnelles	(47)	-	-	-	(47)
	Plus-values de cession	164	-	-	52	216
	Autres éléments	(178)	(45)	(66)	-	(289)
Total		(39)	732	29	52	774
1^{er} semestre 2010	Effet de stock	-	463	50	-	513
	Effet des variations de juste valeur	-	-	-	-	-
	Quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi	-	-	-	(81)	(81)
	Charges de restructuration	-	-	(10)	-	(10)
	Dépréciations exceptionnelles	(59)	-	(6)	-	(65)
	Plus-values de cession	-	-	29	163	192
	Autres éléments	(44)	(39)	(9)	-	(92)
Total		(103)	424	54	82	457

Au 1^{er} semestre 2011, la rubrique « Autres éléments » comporte l'impact du changement de fiscalité au Royaume-Uni sur le passif d'impôt différé à hauteur de (178) millions d'euros, la Chambre des Communes ayant voté provisoirement l'augmentation du taux de la *Supplementary charge* applicable aux activités pétrolières de 20% à 32%, dans l'attente d'un vote définitif de la loi de finances 2011.

4) Capitaux propres

A) Autodétention (actions TOTAL détenues par TOTAL S.A.)

Au 30 juin 2011, TOTAL S.A. détenait 12 152 607 de ses propres actions, soit 0,51% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 6 009 532 actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions dont bénéficient les salariés du Groupe ;
- 6 143 075 actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'options d'achat ou à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions.

Ces 12 152 607 actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

B) Autocontrôle (actions TOTAL détenues par des filiales du Groupe)

Au 30 juin 2011, TOTAL S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 100 331 268 de ses propres actions, soit 4,25% du capital social, réparties de la façon suivante :

- 2 023 672 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement à 100% par TOTAL S.A. ;

- 98 307 596 actions détenues par des filiales d'Elf Aquitaine (Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval).

Ces 100 331 268 actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

C) Dividende

L'Assemblée générale des actionnaires du 13 mai 2011 a approuvé la distribution d'un dividende de 2,28 euros par action au titre de l'exercice 2010. Compte tenu du paiement d'un acompte de 1,14 euro par action intervenu le 17 novembre 2010, le solde du dividende, soit 1,14 euro par action, a été mis en paiement le 26 mai 2011.

Le Conseil d'administration du 28 octobre 2010 a décidé de verser des acomptes sur dividende selon une périodicité trimestrielle à compter de l'exercice 2011. Le Conseil d'administration du 28 avril 2011 et celui du 28 juillet 2011 ont décidé de fixer à 0,57 euro par action le montant de l'acompte sur dividende au titre du premier trimestre 2011 et à 0,57 euro par action celui au titre du deuxième trimestre 2011. Ces acomptes seront versés le 22 septembre et le 22 décembre 2011 respectivement.

D) Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global présentant des éléments reclassés en résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011		1 ^{er} semestre 2010	
Écarts de conversion de consolidation		(2 644)		4 996
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(2 633)		4 999	
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	11		3	
Actifs disponibles à la vente		430		(52)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	433		(3)	
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	3		49	
Couverture de flux futurs		(35)		(51)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	38		(347)	
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	73		(296)	
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt		(103)		475
Autres éléments		(2)		3
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(2)		3	
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	-		-	
Effet d'impôt		(29)		18
Total autres éléments du résultat global		(2 383)		5 389

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011			1 ^{er} semestre 2010		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Écarts de conversion de consolidation	(2 644)		(2 644)	4 996		4 996
Actifs disponibles à la vente	430	(41)	389	(52)	1	(51)
Couverture de flux futurs	(35)	12	(23)	(51)	17	(34)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(103)		(103)	475		475
Autres éléments	(2)		(2)	3		3
Total autres éléments du résultat global	(2 354)	(29)	(2 383)	5 371	18	5 389

5) Emprunts et dettes financières

Le Groupe a procédé à des émissions d'emprunts obligataires par l'intermédiaire de ses filiales Total Capital et Total Capital Canada Ltd. au cours des six premiers mois de l'exercice 2011 :

- Emprunt 6,500% 2011-2016 (150 millions d'AUD)
- Emprunt 3,875% 2011-2018 (500 millions de GBP)
- Emprunt 4,125% 2011-2021 (500 millions d'USD)
- Emprunt 1,625% 2011-2014 (750 millions d'USD)
- Emprunt Libor USD 3 mois +0,380% 2011-2014 (750 millions d'USD)
- Emprunt 5,750% 2011-2014 (100 millions d'AUD)
- Emprunt Libor USD 3 mois +0,09% 2011-2013 (1 000 millions d'USD)

Le Groupe a effectué des remboursements d'emprunts obligataires au cours des six premiers mois de l'exercice 2011 :

- Emprunt 5,750% 2005-2011 (100 millions d'AUD)
- Emprunt 4,000% 2005-2011 (100 millions de CAD)
- Emprunt 5,750% 2004-2011 (100 millions d'AUD)
- Emprunt 7,500% 2008-2011 (150 millions d'AUD)

Dans le cadre de sa gestion active de trésorerie, le Groupe peut augmenter temporairement ses financements à court terme notamment sous forme de billets de trésorerie et de *commercial papers*. Les variations des dettes financières courantes, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants qui peuvent en résulter dans les états financiers trimestriels ne sont pas nécessairement représentatives d'une situation durable.

6) Parties liées

Les parties liées sont constituées principalement des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées.

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2011.

7) Autres risques et engagements

À la connaissance de TOTAL, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

Enquêtes sur la concurrence

Au cours du premier semestre de l'exercice 2011, aucune amende nouvelle n'a été prononcée à l'encontre du Groupe. Les principaux litiges en matière de concurrence auxquels les sociétés du Groupe sont confrontées, sont décrits ci-après.

Dans la Chimie

- Dans le cadre de la scission d'Arkema⁽¹⁾ intervenue en 2006, TOTAL S.A. et certaines sociétés du Groupe ont consenti une garantie couvrant les éventuelles conséquences pécuniaires des procédures en matière d'entente anticoncurrentielle se rapportant à des faits antérieurs à cette scission dont Arkema pourrait faire l'objet.

Ces garanties couvrent, pendant une durée de dix ans, 90% des sommes qui seraient payées par Arkema à raison (i) de condamnations infligées par les autorités communautaires ou nationales de concurrence d'un État membre de l'Union européenne pour violation des règles en matière d'entente, (ii) de condamnations infligées par les autorités de concurrence ou les tribunaux américains pour violation des règles du droit fédéral de la concurrence ou du droit d'un État des États-Unis d'Amérique en matière d'entente, (iii) de dommages et intérêts au titre d'éventuelles procédures civiles relatives aux faits faisant l'objet des décisions de condamnations susmentionnées et (iv) de certains frais liés à ces procédures. La garantie visant les procédures en matière d'ententes anticoncurrentielles en Europe s'applique au-delà d'une franchise de 176,5 millions d'euros. Parallèlement, les sommes auxquelles pourrait être condamnée

TOTAL S.A. ou l'une des sociétés du Groupe au titre de l'ensemble des procédures couvertes par les garanties sont conventionnellement mises à la charge d'Arkema à concurrence de 10% de leur montant.

Les garanties deviendraient caduques dans l'hypothèse où une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert avec d'autres, viendrait à détenir, directement ou indirectement, plus du tiers des droits de vote d'Arkema ou si Arkema transférait, en une ou plusieurs fois à un même tiers ou à plusieurs tiers agissant de concert, quelles que soient les modalités de ce transfert, des actifs représentant, en valeur d'entreprise, plus de 50% de la valeur d'Arkema à la date du transfert concerné.

- Aux États-Unis, les enquêtes pénales relatives à certaines pratiques commerciales engagées contre les filiales du groupe Arkema sont clôturées depuis 2007 ; aucune poursuite n'a été engagée contre Arkema. Les actions en responsabilité civile, pour lesquelles la responsabilité civile de TOTAL S.A. a été mise en cause en tant que société mère, sont en voie d'achèvement et ne devraient pas avoir de conséquences financières significatives.
- En Europe, les amendes infligées par la Commission européenne depuis 2006 à l'encontre de sociétés du Groupe dans sa configuration antérieure à la scission ont atteint un montant global de 385,47 millions d'euros dont Elf Aquitaine et/ou TOTAL S.A. ont été tenues solidairement responsables à hauteur de 280,17 millions d'euros, Elf Aquitaine s'étant vu imputer personnellement au titre de la dissuasion, un montant global de 23,6 millions d'euros. Ces sommes sont à ce jour entièrement acquittées.

Ainsi, le Groupe a supporté depuis la scission une somme globale de 188,07 millions d'euros⁽²⁾ correspondant à 90% du montant global des amendes une fois déduite la franchise prévue par la garantie.

(1) Arkema désigne collectivement l'ensemble des sociétés du groupe Arkema, dont la société mère est Arkema S.A. ; depuis mai 2006, Arkema ne fait plus partie de TOTAL.

(2) Pour mémoire ce montant fait abstraction d'une affaire ayant donné lieu antérieurement à la scission à une condamnation d'Arkema et d'Elf Aquitaine à une amende se décomposant en un montant de 45 millions d'euros infligé solidairement aux deux sociétés et en un montant de 13,5 millions d'euros infligé à Arkema seule.

Pour mémoire, ces amendes ont été prononcées à la suite d'enquêtes initiées par la Commission européenne entre 2000 et 2004 relatives à des pratiques commerciales concernant huit lignes de produits commercialisés par Arkema. Cinq de ces enquêtes ont entraîné des poursuites de la Commission européenne dans lesquelles la responsabilité d'Elf Aquitaine a été mise en cause en sa qualité de maison mère, deux d'entre elles mettant également en cause TOTAL S.A. en sa qualité de maison mère ultime du Groupe.

TOTAL S.A. et Elf Aquitaine, qui contestent la mise en cause de leur responsabilité résultant exclusivement de leur qualité de maison mère, ont formé des recours en annulation et en réformation des décisions rendues qui sont toujours pendants en appel ou en cassation devant la juridiction européenne compétente. Dans l'une de ces procédures, le Tribunal de l'Union européenne a, par un arrêt en date du 7 juin 2011, partiellement fait droit au recours engagé par Arkema, en réduisant de 105,79 millions d'euros l'amende prononcée à son encontre. Parallèlement, le même jour, le Tribunal a rejeté le recours formé par TOTAL S.A. et Elf Aquitaine. Considérant que ces dernières demeurent responsables de l'infraction commise par Arkema, la Commission européenne a réclamé le versement d'une somme de 105,79 millions d'euros en principal (intérêts d'un montant de 31,31 millions d'euros en sus). Elf Aquitaine s'est acquittée de ces sommes en juillet 2011. Un projet de recours est à l'étude.

Par ailleurs, des procédures civiles ont été engagées contre Arkema et d'autres groupes de sociétés devant des juridictions allemande et néerlandaise, à l'initiative de tiers alléguant de préjudices à la suite de deux des poursuites engagées par la Commission européenne décrites ci-dessus. TOTAL S.A. a été appelée en déclaration de jugement commun devant la juridiction allemande. À ce stade, les chances de succès comme la portée financière de ces procédures sont incertaines tant en raison des nombreuses difficultés juridiques qu'elles soulèvent que de l'absence de documentation des demandes et de la complexité des évaluations des préjudices allégués.

Bien qu'Arkema ait mis en œuvre à partir de 2001 un plan visant la mise en conformité des pratiques de ses salariés avec les règles sur la concurrence, il ne peut toutefois être exclu que d'autres procédures concernant Arkema pour des faits antérieurs à la scission puissent être mises en œuvre à l'initiative des autorités compétentes qui pourraient décider d'y impliquer Elf Aquitaine et/ou TOTAL S.A. en leur qualité de maison mère.

Dans le cadre des litiges mentionnés ci-dessus, une provision d'un montant de 17 millions d'euros reste constituée dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2011.

Dans l'Aval

- À la suite d'une communication de griefs adressée à Total Nederland N.V. ainsi qu'à TOTAL S.A. en sa qualité de maison mère par la Commission européenne, Total Nederland N.V. a été condamnée en 2006 à une amende de 20,25 millions d'euros qu'elle a intégralement acquittée, pour laquelle TOTAL S.A. a été déclarée solidairement responsable à hauteur de 13,5 millions d'euros. TOTAL S.A. a engagé un recours contre cette décision qui est toujours pendant devant la juridiction communautaire compétente.

De même, à la suite d'une communication de griefs adressée par la Commission européenne à Total Raffinage Marketing (anciennement dénommée Total France), ainsi qu'à TOTAL S.A.,

visant des pratiques se rapportant à une autre ligne de produits de la branche Raffinage & Marketing, Total Raffinage Marketing a été condamnée en 2008 à une amende de 128,2 millions d'euros qu'elle a intégralement acquittée, pour laquelle TOTAL S.A. a été déclarée solidairement responsable en tant que société mère. Un recours a également été engagé contre cette décision, et est toujours pendant devant la juridiction communautaire compétente.

- Enfin, une notification de griefs avait été envoyée en juillet 2009 par l'Autorité de la concurrence en France à TotalGaz et à Total Raffinage Marketing concernant des allégations de pratiques anticoncurrentielles se rapportant à une autre ligne de produits de la branche Raffinage & Marketing. Cette affaire a fait l'objet d'une décision de non-lieu émanant de l'Autorité de concurrence française en date du 17 décembre 2010.

Quelle que soit l'évolution des enquêtes et procédures décrites ci-dessus, le Groupe considère que leur issue ne devrait avoir d'impact significatif, ni sur sa situation financière, ni sur ses résultats consolidés.

Buncefield

Le 11 décembre 2005, plusieurs explosions, suivies d'un important incendie, sont survenues à Buncefield, au nord de Londres, dans un dépôt pétrolier exploité par Hertfordshire Oil Storage Limited (HOSL), société détenue à 60% par la filiale britannique de TOTAL et à 40% par un autre groupe pétrolier.

L'explosion a fait des blessés, dont la grande majorité a subi des blessures légères, et a causé des dommages matériels au dépôt ainsi qu'à des bâtiments et des résidences situés à proximité du dépôt. La cause retenue par la commission d'enquête mise en place par les pouvoirs publics est le débordement d'essence d'un bac du dépôt. Le rapport définitif de cette commission a été déposé le 11 décembre 2008. Le procès civil, concernant les différends non réglés à l'amiable, a eu lieu d'octobre à décembre 2008. La décision rendue en premier ressort le 20 mars 2009 déclare la filiale britannique de TOTAL responsable de l'accident survenu et tenue seule d'indemniser les victimes. Celle-ci a interjeté appel de cette décision. Le procès en appel s'est tenu en janvier 2010. La Cour d'appel, par décision du 4 mars 2010, a confirmé le jugement de première instance. La *Supreme Court* du Royaume-Uni a partiellement autorisé la filiale britannique de TOTAL à former un pourvoi contre cette décision. La filiale britannique de TOTAL a finalement décidé de se désister de ce recours en raison d'accords d'indemnisation conclus mi-février 2011.

Le Groupe est assuré pour les dommages à ces installations, les pertes d'exploitation et les réclamations des tiers dans le cadre de sa responsabilité civile. Le montant de la provision au titre de la responsabilité civile figurant dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2011 s'élève à 96 millions d'euros après prise en compte des paiements effectués.

Le Groupe considère que, dans l'état actuel des informations à sa disposition, sur la base d'une estimation raisonnable des montants à sa charge dans cette affaire et compte tenu des montants provisionnés, cet accident ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats consolidés du Groupe.

Par ailleurs, le 1^{er} décembre 2008, cinq sociétés, dont la filiale britannique de TOTAL, se sont vues notifier un acte de poursuites pénales émanant du *Health and Safety Executive* (HSE) et de l'*Environment Agency* (EA). Par décision du 16 juillet 2010, la filiale britannique a été condamnée au paiement d'une amende de

3,6 millions de livres sterling, qui a été payée. La décision tient compte d'un certain nombre d'éléments qui ont atténué les charges qui lui étaient reprochées.

Erika

À la suite du sinistre en décembre 1999 du pétrolier Erika qui transportait des produits appartenant à une société du Groupe, le Tribunal de grande instance de Paris statuant en matière correctionnelle a, par jugement en date du 16 janvier 2008, déclaré TOTAL S.A. coupable du délit de pollution maritime en retenant à son encontre une faute d'imprudence dans la mise en œuvre de sa procédure de sélection du navire (procédure de *vetting*), condamnant TOTAL S.A. à payer une amende de 375 000 euros. Ce jugement prévoit aussi le versement d'indemnités aux victimes de la pollution de l'Erika pour un montant total de 192 millions d'euros, condamnant TOTAL S.A. au paiement de ces indemnités solidairement avec la société de contrôle et de classification de l'Erika, l'armateur de l'Erika et le gestionnaire de l'Erika.

TOTAL a interjeté appel de la décision rendue le 16 janvier 2008, proposant néanmoins aux parties civiles qui le demandaient le paiement définitif et irrévocable des sommes qui leur avaient été respectivement allouées par le Tribunal de grande instance de Paris. Quarante-deux parties civiles ont été indemnisées pour un montant total de 171,5 millions d'euros.

Par arrêt en date du 30 mars 2010, la Cour d'appel de Paris a confirmé le jugement de première instance condamnant TOTAL S.A. au paiement d'une amende de 375 000 euros au titre du délit de pollution maritime. TOTAL S.A. a décidé de se pourvoir en cassation de ce chef.

Toutefois, sur le plan civil, la Cour d'appel a écarté la responsabilité civile de TOTAL S.A. au regard des conventions internationales applicables et en conséquence n'a prononcé de ce chef aucune condamnation contre TOTAL S.A.

TOTAL S.A. considère, en l'état actuel des informations à sa disposition, que cette affaire ne devrait pas avoir un impact significatif sur la situation financière ou les résultats consolidés du Groupe.

Blue Rapid et Comité olympique russe - Régions russes et Interneft

La société panaméenne Blue Rapid et le Comité olympique russe ont lancé une action à l'encontre d'Elf Aquitaine devant le Tribunal de commerce de Paris, en paiement de dommages-intérêts à raison de la prétendue non-exécution par une ex-filiale d'Elf Aquitaine d'un contrat portant sur un projet d'exploration-production en Russie négocié au début des années 1990. Elf Aquitaine considérant que ces demandes étaient dénuées de tout fondement, s'est opposée à celle-ci. Par jugement en date du 12 janvier 2009, le Tribunal de commerce de Paris a débouté la société Blue Rapid de son action à l'encontre d'Elf Aquitaine et a déclaré le Comité olympique russe irrecevable. Blue Rapid et le Comité olympique russe ont relevé appel de ce jugement. Par arrêt en date du 30 juin 2011, la Cour d'appel de Paris a déclaré Blue Rapid et le Comité olympique russe irrecevables en leur action à l'encontre d'Elf Aquitaine, au motif notamment de la caducité du dit contrat.

En relation avec ces mêmes faits, et quinze ans après qu'eut été constatée la caducité de ce contrat d'exploration-production, une société russe, dont il a déjà été jugé qu'elle n'était pas celle partie au contrat, et deux régions de la Fédération de Russie, qui n'y étaient pas davantage parties, ont lancé une procédure

d'arbitrage contre cette ex-filiale d'Elf Aquitaine, liquidée en 2005, en paiement de prétendus dommages-intérêts dont le montant allégué est de 22,4 milliards de dollars. Pour les mêmes raisons que celles déjà opposées avec succès par Elf Aquitaine à Blue Rapid et au Comité olympique russe, le Groupe considère que cette action est dénuée de tout fondement, tant en fait qu'en droit. Le Groupe a déposé plainte pour dénoncer les agissements frauduleux dont il s'estime victime en l'espèce et a parallèlement engagé, et se réserve d'engager d'autres actions et mesures propres à assurer la défense de ses intérêts.

Iran

En 2003, la *United States Securities and Exchange Commission* (SEC) suivie par le Département de Justice américain (DoJ) ont lancé une enquête en relation avec la recherche d'affaires en Iran et visant plusieurs compagnies pétrolières, dont TOTAL.

Cette enquête porte sur un accord conclu par la Société avec un consultant au sujet de champs d'hydrocarbures en Iran et tend à vérifier si des paiements effectués en vertu de cet accord auraient bénéficié à des officiels iraniens en méconnaissant la loi anti-corruption américaine (le « FCPA ») et les obligations comptables de la Société.

Les investigations sont toujours en cours et la Société coopère avec la SEC et le DoJ. Dans le courant de l'année 2010, la Société a, sans reconnaissance de faits, entamé des pourparlers avec les autorités américaines afin d'envisager la possibilité d'une solution transactionnelle à cette affaire. Les transactions avec les autorités américaines comportent habituellement le paiement d'amendes et l'obligation de renforcer les dispositifs internes de conformité et d'autres mesures de réparation.

Dans cette même affaire, une enquête visant TOTAL a été lancée en France en 2006. En 2007, le Président-directeur général de la Société a été mis en examen au titre de ses précédentes fonctions de directeur Moyen-Orient au sein du Groupe. Depuis cette mise en examen, la Société n'a pas été avisée de développements particuliers par les autorités françaises.

À ce stade, la Société ne peut déterminer quand ces enquêtes vont s'achever et elle ne peut prédire ni leur résultat, ni celui des pourparlers, ni le coût d'une éventuelle solution transactionnelle. La résolution de ces affaires ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation financière du Groupe, et aucun impact sur ses projets futurs.

Libye

Eu égard à la situation en Libye, la production du Groupe en Libye a été arrêtée depuis début mars. Le Groupe reste attentif à réduire l'impact de cette situation sur ses opérations et projets en Libye.

Par ailleurs, depuis février 2011, plusieurs embargos et régimes de sanctions ont été imposés par les Nations unies, l'Union européenne et les États-Unis pour interdire la réalisation de transactions financières ou transferts d'actifs en rapport avec une liste de personnes ou entités nommément désignées incluant plusieurs banques libyennes et autres entités liées au régime. TOTAL a pris toutes les dispositions nécessaires pour ne pas contrevenir à ces mesures et considère que le Groupe ne poursuit aucune activité en violation de ces mesures.

Enfin, en juin 2011, la *United States Securities and Exchange Commission* (SEC) a adressé à certaines compagnies pétrolières, dont TOTAL, une demande formelle d'informations relative à leurs activités en Libye. TOTAL coopère à cette enquête non publique.

Syrie

Depuis le 10 mai 2011, l'Union européenne a adopté des mesures restrictives interdisant la fourniture de certains équipements à destination de la Syrie, ainsi que la réalisation de transactions financières ou transferts d'actifs en rapport avec une liste de personnes ou entités nommément désignées. Ces mesures s'appliquent à tous les ressortissants d'un État membre et à toutes les entités constituées selon le droit d'un État membre. TOTAL ne considère pas que ses activités actuelles en Syrie sont susceptibles de contrevenir à ces mesures.

Au cours du premier semestre 2011, les activités du Groupe n'ont pas été affectées de manière significative par la dégradation de la situation sécuritaire en Syrie.

Yémen

Au cours du premier semestre 2011, les activités du Groupe n'ont pas été affectées de manière significative par la dégradation de la situation sécuritaire au Yémen.

Engagements hors bilan

Dans l'Amont, le Groupe a signé au cours du premier semestre 2011 des garanties au titre de contrats de construction pour un montant d'environ 2,9 milliards d'euros.

8) Informations par secteur d'activité

1 ^{er} semestre 2011 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	11 310	69 320	10 396	12	-	91 038
Chiffre d'affaires Groupe	13 280	3 117	642	84	(17 123)	-
Droits d'accises	-	(8 971)	-	-	-	(8 971)
Produits des ventes	24 590	63 466	11 038	96	(17 123)	82 067
Charges d'exploitation	(11 010)	(61 242)	(10 142)	(314)	17 123	(65 585)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 340)	(619)	(241)	(17)	-	(3 217)
Résultat opérationnel	11 240	1 605	655	(235)	-	13 265
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	816	96	100	270	-	1 282
Impôts du résultat opérationnel net	(6 802)	(471)	(241)	(53)	-	(7 567)
Résultat opérationnel net	5 254	1 230	514	(18)	-	6 980
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(130)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(178)
Résultat net	-	-	-	-	-	6 672

1 ^{er} semestre 2011 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	29	-	-	-	-	29
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	29	-	-	-	-	29
Charges d'exploitation	-	1 091	115	-	-	1 206
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel^(b)	29	1 091	115	-	-	1 235
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	121	12	(12)	54	-	175
Impôts du résultat opérationnel net	(202)	(346)	(74)	(2)	-	(624)
Résultat opérationnel net^(b)	(52)	757	29	52	-	786
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(12)
Résultat net	-	-	-	-	-	774

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et, à compter du 1^{er} janvier 2011, l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Aval	Chimie	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	1 154	115	-
- sur le résultat opérationnel net	-	802	95	-

2 Comptes consolidés au 30 juin 2011

Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2011

1 ^{er} semestre 2011 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	11 281	69 320	10 396	12	-	91 009
Chiffre d'affaires Groupe	13 280	3 117	642	84	(17 123)	-
Droits d'accises	-	(8 971)	-	-	-	(8 971)
Produits des ventes	24 561	63 466	11 038	96	(17 123)	82 038
Charges d'exploitation	(11 010)	(62 333)	(10 257)	(314)	17 123	(66 791)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 340)	(619)	(241)	(17)	-	(3 217)
Résultat opérationnel ajusté	11 211	514	540	(235)	-	12 030
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	695	84	112	216	-	1 107
Impôts du résultat opérationnel net	(6 600)	(125)	(167)	(51)	-	(6 943)
Résultat opérationnel net ajusté	5 306	473	485	(70)	-	6 194
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(130)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(166)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	5 898
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	2,62

(a) Excepté pour le résultat net par action.

1 ^{er} semestre 2011 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	12 100	726	380	47	-	13 253
Désinvestissements	1 256	51	26	668	-	2 001
Flux de trésorerie d'exploitation	10 248	1 165	(6)	(629)	-	10 778

1 ^{er} semestre 2010 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	9 115	60 998	8 812	7	-	78 932
Chiffre d'affaires Groupe	11 019	2 475	507	87	(14 088)	-
Droits d'accises	-	(9 444)	-	-	-	(9 444)
Produits des ventes	20 134	54 029	9 319	94	(14 088)	69 488
Charges d'exploitation	(8 818)	(52 081)	(8 553)	(318)	14 088	(55 682)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 548)	(623)	(266)	(19)	-	(3 456)
Résultat opérationnel	8 768	1 325	500	(243)	-	10 350
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	298	155	123	432	-	1 008
Impôts du résultat opérationnel net	(4 995)	(414)	(138)	142	-	(5 405)
Résultat opérationnel net	4 071	1 066	485	331	-	5 953
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(107)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(132)
Résultat net	-	-	-	-	-	5 714

1 ^{er} semestre 2010 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	-	-	-	-	-	-
Charges d'exploitation	-	585	49	-	-	634
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	(8)	-	-	(8)
Résultat opérationnel^(b)	-	585	41	-	-	626
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments ^(c)	(146)	41	22	84	-	1
Impôts du résultat opérationnel net	43	(198)	(9)	(2)	-	(166)
Résultat opérationnel net^(b)	(103)	428	54	82	-	461
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(4)
Résultat net	-	-	-	-	-	457

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et, jusqu'au 30 juin 2010, la quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Aval	Chimie	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	635	65	-
- sur le résultat opérationnel net	-	467	50	-

(c) Dont quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi

1 ^{er} semestre 2010 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	9 115	60 998	8 812	7	-	78 932
Chiffre d'affaires Groupe	11 019	2 475	507	87	(14 088)	-
Droits d'accises	-	(9 444)	-	-	-	(9 444)
Produits des ventes	20 134	54 029	9 319	94	(14 088)	69 488
Charges d'exploitation	(8 818)	(52 666)	(8 602)	(318)	14 088	(56 316)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(2 548)	(623)	(258)	(19)	-	(3 448)
Résultat opérationnel ajusté	8 768	740	459	(243)	-	9 724
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	444	114	101	348	-	1 007
Impôts du résultat opérationnel net	(5 038)	(216)	(129)	144	-	(5 239)
Résultat opérationnel net ajusté	4 174	638	431	249	-	5 492
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(107)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(128)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	5 257
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	2,34

(a) Excepté pour le résultat net par action.

1 ^{er} semestre 2010 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	5 866	1 018	238	33	-	7 155
Désinvestissements	261	38	334	1 265	-	1 898
Flux de trésorerie d'exploitation	8 834	1 496	387	(515)	-	10 202

2 ^e trimestre 2011 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	5 166	34 551	5 291	1	-	45 009
Chiffre d'affaires Groupe	6 341	1 535	345	43	(8 264)	-
Droits d'accises	-	(4 544)	-	-	-	(4 544)
Produits des ventes	11 507	31 542	5 636	44	(8 264)	40 465
Charges d'exploitation	(5 072)	(31 149)	(5 251)	(161)	8 264	(33 369)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 100)	(300)	(122)	(9)	-	(1 531)
Résultat opérationnel	5 335	93	263	(126)	-	5 565
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	473	37	18	255	-	783
Impôts du résultat opérationnel net	(3 275)	(20)	(117)	(53)	-	(3 465)
Résultat opérationnel net	2 533	110	164	76	-	2 883
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(71)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(86)
Résultat net	-	-	-	-	-	2 726

2 ^e trimestre 2011 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	(55)	-	-	-	-	(55)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	(55)	-	-	-	-	(55)
Charges d'exploitation	-	(135)	(15)	-	-	(150)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel^(b)	(55)	(135)	(15)	-	-	(205)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	121	(2)	(37)	43	-	125
Impôts du résultat opérationnel net	10	50	(31)	(2)	-	27
Résultat opérationnel net^(b)	76	(87)	(83)	41	-	(53)
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(15)
Résultat net	-	-	-	-	-	(68)

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et, à compter du 1^{er} janvier 2011, l'effet des variations de juste valeur.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Aval	Chimie	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	(72)	(15)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	(42)	(17)	-

2 Comptes consolidés au 30 juin 2011

Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2011

2 ^e trimestre 2011 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	5 221	34 551	5 291	1	-	45 064
Chiffre d'affaires Groupe	6 341	1 535	345	43	(8 264)	-
Droits d'accises	-	(4 544)	-	-	-	(4 544)
Produits des ventes	11 562	31 542	5 636	44	(8 264)	40 520
Charges d'exploitation	(5 072)	(31 014)	(5 236)	(161)	8 264	(33 219)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 100)	(300)	(122)	(9)	-	(1 531)
Résultat opérationnel ajusté	5 390	228	278	(126)	-	5 770
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	352	39	55	212	-	658
Impôts du résultat opérationnel net	(3 285)	(70)	(86)	(51)	-	(3 492)
Résultat opérationnel net ajusté	2 457	197	247	35	-	2 936
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(71)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(71)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	2 794
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	1,24

(a) Excepté pour le résultat net par action.

2 ^e trimestre 2011 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	6 868	462	209	31	-	7 570
Désinvestissements	921	28	12	377	-	1 338
Flux de trésorerie d'exploitation	5 605	7	138	(686)	-	5 064

2 ^e trimestre 2010 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 546	32 190	4 589	4	-	41 329
Chiffre d'affaires Groupe	5 717	1 394	270	45	(7 426)	-
Droits d'accises	-	(5 002)	-	-	-	(5 002)
Produits des ventes	10 263	28 582	4 859	49	(7 426)	36 327
Charges d'exploitation	(4 364)	(27 460)	(4 483)	(173)	7 426	(29 054)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 292)	(318)	(136)	(11)	-	(1 757)
Résultat opérationnel	4 607	804	240	(135)	-	5 516
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	190	124	78	168	-	560
Impôts du résultat opérationnel net	(2 621)	(250)	(65)	85	-	(2 851)
Résultat opérationnel net	2 176	678	253	118	-	3 225
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(57)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(67)
Résultat net	-	-	-	-	-	3 101

2 ^e trimestre 2010 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	-	-	-	-	-	-
Charges d'exploitation	-	255	(57)	-	-	198
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	-	-	(8)	-	-	(8)
Résultat opérationnel^(b)	-	255	(65)	-	-	190
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments ^(c)	(40)	25	18	(7)	-	(4)
Impôts du résultat opérationnel net	13	(85)	26	-	-	(46)
Résultat opérationnel net^(b)	(27)	195	(21)	(7)	-	140
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	-
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-
Résultat net	-	-	-	-	-	140

(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et, jusqu'au 30 juin 2010, la quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi.

(b) Dont effet de stock

	Amont	Aval	Chimie	Holding
- sur le résultat opérationnel	-	255	(41)	-
- sur le résultat opérationnel net	-	195	(25)	-

(c) Dont quote-part des éléments d'ajustement de Sanofi

2 ^e trimestre 2010 (ajusté) (en millions d'euros) ^(a)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 546	32 190	4 589	4	-	41 329
Chiffre d'affaires Groupe	5 717	1 394	270	45	(7 426)	-
Droits d'accises	-	(5 002)	-	-	-	(5 002)
Produits des ventes	10 263	28 582	4 859	49	(7 426)	36 327
Charges d'exploitation	(4 364)	(27 715)	(4 426)	(173)	7 426	(29 252)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 292)	(318)	(128)	(11)	-	(1 749)
Résultat opérationnel ajusté	4 607	549	305	(135)	-	5 326
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence et autres éléments	230	99	60	175	-	564
Impôts du résultat opérationnel net	(2 634)	(165)	(91)	85	-	(2 805)
Résultat opérationnel net ajusté	2 203	483	274	125	-	3 085
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(57)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(67)
Résultat net ajusté	-	-	-	-	-	2 961
Résultat net ajusté dilué par action (euros)	-	-	-	-	-	1,32

(a) Excepté pour le résultat net par action.

2 ^e trimestre 2010 (en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	2 723	562	144	17	-	3 446
Désinvestissements	174	11	328	337	-	850
Flux de trésorerie d'exploitation	4 154	1 042	477	(731)	-	4 942

9) Impact des éléments d'ajustement sur le compte de résultat consolidé

1 ^{er} semestre 2011 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	91 009	29	91 038
Droits d'accises	(8 971)	-	(8 971)
Produits des ventes	82 038	29	82 067
Achats, nets de variation de stocks	(56 910)	1 269	(55 641)
Autres charges d'exploitation	(9 443)	(63)	(9 506)
Charges d'exploration	(438)	-	(438)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(3 217)	-	(3 217)
Autres produits	109	222	331
Autres charges	(129)	(68)	(197)
Coût de l'endettement financier brut	(295)	-	(295)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	102	-	102
Coût de l'endettement financier net	(193)	-	(193)
Autres produits financiers	410	-	410
Autres charges financières	(212)	-	(212)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	929	21	950
Charge d'impôt	(6 880)	(624)	(7 504)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 064	786	6 850
Part du Groupe	5 898	774	6 672
Intérêts minoritaires	166	12	178

1 ^{er} semestre 2010 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	78 932	-	78 932
Droits d'accises	(9 444)	-	(9 444)
Produits des ventes	69 488	-	69 488
Achats, nets de variation de stocks	(46 330)	700	(45 630)
Autres charges d'exploitation	(9 479)	(66)	(9 545)
Charges d'exploration	(507)	-	(507)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(3 448)	(8)	(3 456)
Autres produits	80	194	274
Autres charges	(167)	(159)	(326)
Coût de l'endettement financier brut	(213)	-	(213)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	48	-	48
Coût de l'endettement financier net	(165)	-	(165)
Autres produits financiers	213	-	213
Autres charges financières	(190)	-	(190)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 071	(34)	1 037
Charge d'impôt	(5 181)	(166)	(5 347)
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 385	461	5 846
Part du Groupe	5 257	457	5 714
Intérêts minoritaires	128	4	132

2 ^e trimestre 2011 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	45 064	(55)	45 009
Droits d'accises	(4 544)	-	(4 544)
Produits des ventes	40 520	(55)	40 465
Achats, nets de variation de stocks	(28 299)	(87)	(28 386)
Autres charges d'exploitation	(4 741)	(63)	(4 804)
Charges d'exploration	(179)	-	(179)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 531)	-	(1 531)
Autres produits	35	211	246
Autres charges	(70)	(68)	(138)
Coût de l'endettement financier brut	(159)	-	(159)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	55	-	55
Coût de l'endettement financier net	(104)	-	(104)
Autres produits financiers	335	-	335
Autres charges financières	(104)	-	(104)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	462	(18)	444
Charge d'impôt	(3 459)	27	(3 432)
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 865	(53)	2 812
Part du Groupe	2 794	(68)	2 726
Intérêts minoritaires	71	15	86

2 ^e trimestre 2010 (en millions d'euros)	Ajusté	Éléments d'ajustement	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	41 329	-	41 329
Droits d'accises	(5 002)	-	(5 002)
Produits des ventes	36 327	-	36 327
Achats, nets de variation de stocks	(24 143)	214	(23 929)
Autres charges d'exploitation	(4 817)	(16)	(4 833)
Charges d'exploration	(292)	-	(292)
Amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers	(1 749)	(8)	(1 757)
Autres produits	52	62	114
Autres charges	(61)	(53)	(114)
Coût de l'endettement financier brut	(113)	-	(113)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	-	24
Coût de l'endettement financier net	(89)	-	(89)
Autres produits financiers	142	-	142
Autres charges financières	(95)	-	(95)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	526	(13)	513
Charge d'impôt	(2 773)	(46)	(2 819)
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 028	140	3 168
Part du Groupe	2 961	140	3 101
Intérêts minoritaires	67	-	67

10) Évolutions en cours de la composition du Groupe

A) Amont

– TOTAL a signé en mars 2011 des accords en vue de l'acquisition en Ouganda d'une participation de 33% 1/3 dans les blocs 1, 2 et 3A auprès de Tullow Oil plc pour un montant de 1 467 millions de dollars (montant au 1^{er} janvier 2010 auquel s'ajouteront des coûts de la période intermédiaire). TOTAL devient partenaire de Tullow et CNOOC à parts égales (33% 1/3 chacun), chaque compagnie assumant le rôle d'opérateur d'un des trois blocs. Sous réserve de la décision définitive des autorités, TOTAL sera désigné comme opérateur du Bloc 1.

– TOTAL a annoncé en juin 2011 la signature d'un accord avec Silex Gas Norway AS, filiale à 100% d'Allianz, prévoyant la vente de l'ensemble de sa participation dans Gassled (6,4%) et dans les entités associées pour un montant de 4,64 milliards de couronnes norvégiennes, soit environ 870 millions de dollars. La transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes.

Au 30 juin 2011, les actifs et passifs concernés ont été classés respectivement dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 510 millions d'euros et dans la rubrique « Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 324 millions d'euros.

– TOTAL a annoncé en juillet 2011 l'acquisition des intérêts d'Esso Italiana dans la concession Gorgoglione (participation de 25%), qui comprend le gisement de Tempa Rossa, ainsi que dans deux licences d'exploration situées dans la même zone géographique (51,7% pour chacune des licences). L'acquisition porte ainsi la part de TOTAL à 75% dans le gisement de Tempa Rossa qu'il opère, Shell détenant les 25% restants. Le transfert des intérêts est soumis à l'approbation des autorités italiennes.

B) Aval

– TOTAL et International Petroleum Investment Company (une société détenue à 100% par le gouvernement de l'Emirat d'Abu Dhabi) ont signé un accord le 15 février 2011 prévoyant la cession, à International Petroleum Investment Company (IPIC), de la participation de 48,83% détenue par TOTAL dans le capital de CEPESA, dans le cadre d'une offre publique d'achat initiée par IPIC et visant la totalité des actions CEPESA non encore détenues par IPIC, au prix unitaire de 28 euros par action CEPESA. Cette offre publique d'achat a été approuvée par la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV) le 6 juillet 2011. La période d'acceptation, pendant laquelle les actionnaires de CEPESA peuvent apporter à IPIC leurs actions CEPESA dans le cadre de cette offre, a été ouverte le 8 juillet 2011 et s'est clôturée

le 22 juillet 2011. Conformément à l'accord du 15 février 2011, TOTAL a apporté à IPIC dès les 11 et 12 juillet 2011, dans le cadre de cette offre, la totalité de sa participation dans CEPESA, soit 130 668 240 actions CEPESA. Lors de la réalisation définitive de l'opération (règlement-livraison des actions apportées), TOTAL recevra un montant d'environ 3 659 millions d'euros.

Au 30 juin 2011, la valeur d'équivalence de CEPESA est présentée dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 2 885 millions d'euros.

– Au Royaume-Uni, TOTAL a annoncé la mise en vente de l'ensemble de son activité de distribution pétrolière, à l'exception de certains produits de spécialités, ainsi que la mise en vente de la raffinerie de Lindsey.

En juin 2011, un accord a été signé, portant sur la cession de l'essentiel de ses actifs de distribution pétrolière au Royaume-Uni, dans les Îles Anglo-normandes et sur l'Île de Man, à Rontec Investments LLP, consortium mené par Snax 24, l'un des principaux réseaux indépendants de distribution de carburants au Royaume-Uni. L'opération doit être finalisée d'ici à la fin de l'année 2011.

Le processus de vente des activités de raffinage de TOTAL au Royaume-Uni se poursuit par ailleurs.

Au 30 juin 2011, les actifs et passifs des activités Marketing concernées et du Raffinage ont été classés respectivement dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 1 293 millions d'euros et dans la rubrique « Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 3 millions d'euros.

C) Chimie

– TOTAL a annoncé en décembre 2010 le projet de cession de ses activités résines photoréticulables et résines de revêtement au groupe Arkema pour un montant en valeur d'entreprise de 550 millions d'euros. Cette cession est effective au 1^{er} juillet 2011.

Au 30 juin 2011, les actifs et passifs des activités résines photoréticulables et résines de revêtement ont été classés respectivement dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 523 millions d'euros et dans la rubrique « Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé à hauteur de 68 millions d'euros. Les actifs concernés comprennent principalement un *goodwill* pour 80 millions d'euros, des immobilisations corporelles pour 196 millions d'euros et des stocks pour 160 millions d'euros.

11) Événements postérieurs à la clôture

Depuis 1966, le Groupe est imposé selon le régime du bénéfice mondial consolidé, accordé par agrément triennal du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. L'agrément couvrant la période 2008-2010 a expiré le 31 décembre 2010. En juillet 2011, TOTAL S.A. a pris la décision de ne pas soumettre de demande de renouvellement de son agrément. A compter de l'exercice 2011,

TOTAL S.A. relève donc du régime fiscal de droit commun.

Les conséquences de la sortie du bénéfice mondial consolidé seront comptabilisées au troisième trimestre 2011 et ne devraient pas avoir d'effet significatif sur le bilan, le compte de résultat et les capitaux propres consolidés du Groupe.



La présente brochure a été imprimée sur un papier couché 100 % recyclable et biodégradable, fabriqué à partir de pâtes blanchies ECF (Elemental Chlorine Free) dans une usine européenne certifiée ISO 9001 (pour sa gestion de la qualité), ISO 14001 (pour sa gestion de l'environnement), CoC PEFC (pour l'utilisation de papiers issus de forêts gérées durablement) et accréditée EMAS (pour ses performances environnementales).

Photographie en couverture : © Thierry Gonzalez

Conception et réalisation : Agence Marc Praquin

rendez-vous sur
www.total.com



TOTAL S.A.
Siège social :
2, place Jean Millier - La Défense 6
92400 Courbevoie - France
Capital social : 5 874 102 327,50 euros
542 051 180 RCS Nanterre
www.total.com

Standard : +33 (0)1 47 44 45 46
Communication financière : +33 (0)1 47 44 58 53
Relations actionnaires individuels : N° Vert 0 800 039 039